

Région France, Afrique :

La mobilisation doit se poursuivre pour obtenir le retrait des projets !

Le personnel de l'agence travaillant en France a manifesté massivement son opposition aux projets de la direction sur la France et l'Afrique, en cessant le travail pendant sept heures, le jeudi 31 janvier, à l'issue d'une assemblée générale organisée par l'ensemble des syndicats de l'AFP.

Cette AG a été suivie par environ 200 personnes au siège et tout autant en province et à l'étranger malgré les directives de la direction d'empêcher tous les moyens de communication entre les salariés et leurs représentants syndicaux.

L'arrêt de travail qui s'en est suivi et la signature de la motion par actuellement plus de 200 salariés de l'agence constituent un PREMIER ET SOLENNEL AVERTISSEMENT à la direction.

Avant un rendez-vous avec le PDG ce vendredi 8 février à 9h15, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-SNJ-SUD-CFE/CGC, forte de ce mouvement unitaire, appelle le personnel à se tenir prêt à amplifier sa mobilisation. En tout état de cause, Emmanuel Hoog et sa direction devront répondre clairement à nos demandes, précisées dans la **plate-forme commune des syndicats** publiée à l'issue de l'AG :

1/ RETRAIT du projet de Région France, conformément à la motion déjà votée par les élus du Comité d'entreprise du 24 janvier.

2/ AFRIQUE : ABANDON du projet d'une direction régionale Afrique à Johannesburg ; MAINTIEN d'un desk Afrique francophone INDEPENDANT à Paris, avec tous ses effectifs ; AFFICHAGE IMMEDIAT du poste de chef du desk Afrique ; RENFORT des effectifs du desk anglais dédiés à l'Afrique ; bilan du rattachement des bureaux du Maghreb à la direction Moyen-Orient à Nicosie.

3/ RETABLISSEMENT DES MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LES SYNDICATS ET le PERSONNEL. Les organisations syndicales présentent à ce sujet leurs excuses à tous ceux, nombreux dans les bureaux à l'étranger comme en France, qui n'ont pu suivre le déroulement de l'Assemblée générale, la faute en incombe entièrement à la direction."

L'intersyndicale propose au personnel parisien une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE LE LUNDI 11 FEVRIER à 14h30

au premier étage de la rue Vivienne, pour rendre compte de l'entretien avec le PDG et décider des suites à donner à l'action. Tout mouvement de grève sera précédé d'un vote organisé par les syndicats.

En vue de ces prochaines échéances, **l'intersyndicale appelle les salariés à continuer d'envoyer leur signature pour exprimer leur soutien à la Motion des élus du comité d'entreprise et des syndicats sur la Région France.** Les personnels qui ne l'ont pas encore fait et souhaitent apporter leur soutien à cette motion sont invités à envoyer un mail à l'intersyndicale (inter@afp.com), par exemple en indiquant "je soutiens cette motion" :

Revoici le texte intégral de la motion :

"Les élus du Comité d'entreprise et les syndicats de l'AFP s'élèvent avec vigueur contre les conditions de préparation de la réforme créant la Région France et contre les changements prévus par la direction, qui conduiraient à une régression de la couverture rédactionnelle et des conditions d'emploi des personnels, notamment ceux basés en régions.

Il s'agit d'abord d'une réforme bâclée, désordonnée et inaboutie, préparée par une concertation bidon. Pour réformer, la direction prétend s'appuyer sur "les préconisations des groupes de travail" qu'elle avait mis en place. Le simple bon sens aurait consisté d'abord à faire un diagnostic de l'existant, à dresser un état des lieux. Des "états des lieux" ont été prévus, mais à réaliser dans les semaines à venir, selon un document transmis par la direction aux organisations syndicales après une première réunion le 10 janvier. Curieusement, le document de présentation de la réforme transmis au CE en vue de sa réunion mensuelle du 24 janvier - le seul qui fait foi - est muet sur ce point.

D'autre part, entre autres anomalies, les groupes de travail n'ont remis à la direction aucune recommandation ni aucun rapport, alors même que la direction prétend s'appuyer pour réformer sur les "préconisations émanant des groupes de travail". De plus, certaines "préconisations" ne figurent dans aucun compte rendu de réunion(s) de ces groupes (création d'un pôle Défense/Quai d'Orsay/terrorisme, par exemple). Par ailleurs, bien des aspects de cette réforme restent entourés du plus grand flou.

Sur le fond, la politique rédactionnelle qu'entend mener l'AFP en France, notamment dans les régions, est totalement absente du document. Cette réforme paraît inspirée par deux préoccupations, d'ailleurs publiquement avouées par la direction : faire des économies de fonctionnement - à commencer par des économies de personnel - et renforcer le contrôle de la Rédaction en chef sur l'information, de sa collecte à sa livraison clé en main aux clients. Ramener de deux à un le nombre de responsables de chaque bureau régional (et confier à une seule personne la responsabilité de deux bureaux régionaux en cas d'absence du responsable en titre) nous paraît aberrant. Les "propositions" de la direction, si elles s'appliquaient, ne pourraient que conduire à une grave détérioration des conditions de travail, à des tensions croissantes à tous les niveaux ainsi qu'à une démotivation des personnels concernés.

C'est pourquoi nous demandons le retrait du projet tel qu'il nous est présenté et nous mettons solennellement la direction en garde contre toute volonté de l'imposer malgré l'opposition des élus et des personnels concernés, ce qui ne manquerait pas de susciter de vives réactions."

PARIS, le 5 février 2013 –

Intersyndicale AFP - inter@afp.com